

Agglo. Une fusion, mais pas sans un pacte

Yves Madec

Pacte de solidarité fiscale et financière. Le vote soumis ce jeudi aux élus sonnait pourtant joli, façon « serrons-nous tous les coudes ». Sauf que le maire de Briec, et premier vice-président, l'a mis à mal en dénonçant une iniquité pour les anciennes communes du Pays glazik.

Un premier vice-président (Jean-Hubert Pétillon, à gauche) qui appelle à voter contre le pacte de solidarité, un président (Ludovic Jolivet) qui refuse de reporter le vote, un autre vice-président (Hervé Herry) qui arrive à la rescousse. Ambiance tendue ce jeudi au conseil communautaire.



Petite explication indispensable pour bien comprendre les débats qui ont animé le conseil communautaire ce jeudi soir. La fusion entre le Pays glazik et QBO a eu un impact financier négatif sur les dotations de l'État accordées aux cinq anciennes communes du Pays glazik (Briec, Edern, Landrévarzec, Landudal, Langolen) et Quéménéven. En cause, leur potentiel financier qui a augmenté du fait de la fusion. Afin de leur permettre d'absorber cette diminution, QBO a imaginé une compensation libre dégressive et limitée à quatre années (2018 à 2021) pour absorber 80 % de leur perte en 2018, 60 % en 2019, 40 % en 2020 et 20 % en 2021.

Un appel à la solidarité entre communes

Les six communes ne perdraient ainsi « que » 56 000 € en 2018, 176 800 € en 2019, 265 200 € en 2021 et 353 600 € en 2021. Trop pour Jean-Hubert Pétillon, qui ne mâche pas ses mots. « J'ai le sen-

timent de vivre une absorption plutôt qu'une fusion. Je comprends que la loi du plus gros s'impose, mais il faut aussi que le petit s'y retrouve. Nos projets passés aux oubliettes, les charges d'eau, d'assainissement, de transport scolaire qui augmentent... Et là, 320 000 € de moins pour Briec. J'ai le sentiment que le Pays glazik se défait depuis 22 mois ».

Le premier vice-président ne demande pas l'aide de l'agglomération. « Ce n'est pas notre rôle de rétablir ce que l'État n'a pas fait. Il faut que ce soit ceux qui sont bénéficiaires qui viennent en aide à ceux qui sont lourdement touchés. J'en appelle à la solidarité entre communes. Ces pertes vont avoir un impact important, nous ne pourrions plus à terme assumer nos charges, nos projets, accueillir de nouvelles populations ».

« Inquiet pour la santé de QBO »

Les autres communes affichent, elles, une légère hausse de leurs dotations. À l'exception d'Ergué-Gabéric, qui stag-

ne. « La fusion ne devait pas permettre de gagner plus sur le dos des petits », appuie d'ailleurs un élu d'Ergué-Gabéric, Alain Le Grand. Suivi par sa collègue Sylvaine Frenay. « Ce n'est pas acceptable, c'est même dramatique. Il y a eu des beaux discours sur la solidarité lors de la fusion, mais cela m'interroge sur l'esprit communautaire ».

« Où est passée la solidarité ? Le président préfère appauvrir Briec et les autres, c'est une drôle de manière de les accueillir », attaque Gilbert Gramoullé (Quimper). Jean-Paul Le Dantec, maire de Plomelin, se montre tout aussi catastrophé. « Je suis inquiet pour la santé de QBO quand je vois le président et le premier vice-président s'opposer. Nous habitons tous sous le même toit, cela m'inquiète pour la suite ».

Le retour d'Alain Decourchelle

De retour sur les bancs en tant que simple conseiller, trois jours après que le préfet a accepté sa démission de vice-président, le maire de Pluguffan Alain

Decourchelle a rejoint les opposants.

« On parle de 400 000 €, il y a forcément une solution. J'ai du mal à imaginer que l'on puisse parler de solidarité alors que le président et le vice-président ne sont pas d'accords. Il serait souhaitable de retirer cette délibération tant qu'il n'y a pas de consensus ».

Ce à quoi s'est totalement opposé Ludovic Jolivet, rappelant malicieusement que le maire de Pluguffan avait voté pour le principe de la compensation dégressive en commission.

« Nous n'avons pas fait ce pacte en juin car il n'y avait pas de consensus, rétorque-t-il, nous ne nous sommes pas précipités. Cela a été de nouveau soumis en bureau, et la grande majorité s'est prononcée pour ce choix. Je suis déçu qu'il n'y ait pas d'unanimité, mais il est plus compliqué de trouver des consensus à 14. La politique a fait son entrée et le président doit avoir le dos large. Ici, il y a des gens qui pensent communes, d'autres territoire. Mais sachez que la solidarité s'inscrit dans tous les trans-

ferts de compétences ».

Neuf voix contre

Quelques minutes plus tôt, c'est le maire d'Ergué-Gabéric qui avait cherché à démonter cette notion de solidarité. « Allons jusqu'au bout alors. La solidarité serait que la dotation par habitant soit la même pour tout le monde sur le territoire, explique Hervé Herry. Or, si vous prenez quelques exemples, vous réalisez qu'à Edern, c'est 174 € par habitant, 155 € à Quimper, 120 € à Briec, 94 € à Pluguffan, 61 € à Ergué-Gabéric. Le problème est complexe, tout n'est pas blanc ou noir. Regardez tout ce que QBO va vous apporter ».

« Mais nous avons les charges d'une ville de centralité, Briec doit pouvoir tenir son rôle », tente une dernière fois Jean-Hubert Pétillon. Avant que la sanction ne tombe et ne prouve les limites de la solidarité : neuf voix contre le pacte, huit abstentions et 32 pour. Dont plusieurs élus des petites communes concernées.